

Pour :
<http://www.radio-silence.org/>

Chroniques reprises, ou citées, de temps à autre, historiquement, aux liens suivants :

- <http://www.cncombattants.org>
- <http://www.francisrichard.net/>
- <http://soleil151.free.fr/reconquete/>
- ...

CHRONIQUE ECONOMIQUE « FINANCES – VERITES » N°182

Pour payer les frais de 1 € par lecteur/auditeur C'EST ICI : URGENT ! MERCI !

ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM

LOI d'A.D.L. MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS
BASEE SUR CELLE DE POL GARGAM - GOUVERNEUR HONORAIRE DE LA BDF 1973-86.

VALANT INCIPIT PERMANENT :

1) **L'ECONOMIE GENERALE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE TRAVAIL, BIENS ET SERVICES ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES,

2) **L'ECONOMIE FINANCIERE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE CAPITAUX ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES, EXPRIMES EN BIENS OU EN MONNAIES, LESQUELS PEUVENT, OU NON, CONSTITUER LES CONTREPARTIES DES ECHANGES DE L'ECONOMIE GENERALE,

3) **L'ECONOMIE MONETAIRE** EST L'ENSEMBLE DES FLUX DE MONNAIES EMISES OU DETRUITES, CONSTITUANT, OU NON, LES CONTREPARTIES DES ECHANGES GENERAUX OU FINANCIERS, ET POSSEDANT OBLIGATOIREMENT LES QUALITES MONETAIRES REQUISES : D'IDENTITE RIGOREUSE, D'INALTERABILITE A L'INFINI, DE FRACTIONNABILITE ET DE FONGIBILITE. **LA MONNAIE EST TOUJOURS CONCRETE SANS PREJUGER DE SES REPRESENTATIONS ABSTRAITES**, DEVANT ALORS TOUJOURS ETRE CONVERTIBLES A 100%.

POSTULAT : TOUTE CONFUSION ENTRE UNE ECONOMIE ET LES DEUX AUTRES ABOLIT TOUTE VALIDITE AU RAISONNEMENT EXPOSE DE N'IMPORTE QUI, N'IMPORTE OU ET N'IMPORTE QUAND, Y COMPRIS MOI-MEME. *NOBODY IS PERFECT.*

C'EST LA RAISON DES TROIS PARTIES TOUJOURS DISTINCTES DE MA CHRONIQUE "FINANCES-VERITES".

Mercredi 5 JUILLET 2017

(La prochaine est prévue pour le Mercredi 2 Août 2017)

Sauf blocage financier si je ne reçois rien sur Paypal (toujours que 20 euros reçus !), ou... de mort.

**Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,**

A l'heure où je m'efforce de formaliser cette chronique, en ce Jeudi 4 Juillet après-midi à 15h00, le Premier Ministre du Gouvernement *PHILIPPE II* commence son discours de politique générale qui conditionnera l'approbation ou non de l'Assemblée Nationale (AN). Celle-ci pourra, à tout moment durant les cinq ans à venir, le censurer... Il me suffit de rappeler ici que selon les dernières statistiques publiques disponibles au 30 AVRIL dernier : "[le solde général d'exécution au 30 avril 2017 s'établit \(NDLR : déjà\) à -57,9 Md€](#)". Ce qui signifie que l'Agence France Trésor (AFT) a déjà dû trouver cette somme à emprunter pour permettre les paiements à cette date, plus ou moins le "termaillage" administratif ! Étant donné que l'horizon est, à l'heure actuelle, chargé d'un déficit annuel prévu de **-3,2 % du PIB de 2.273 Mds soit environ -72,74 Mds €**, selon la Cour des Comptes, il est aisé de percevoir l'augmentation de la dette publique générale de ce même montant au 1er Janvier 2018 prochain. *L'avion République française maintient obstinément son attitude de vol à piquer, depuis 40 ans !* **L'Indépendance de la France n'existe plus depuis CHIRAC** et, depuis déjà deux ans, l'U.E. a placé la France sous redressement du M.E.S., sis à Paris dans une résidence au statut d'exterritorialité comme les ambassades ! **Continuer à ne pas obéir** aux ordres judiciaires européens et maintenir le cap à piquer à un

taux de descente plus grand que les -3% autorisés par les Traités consolidés **signifie à très court terme la mise sous tutelle complète de la France par la "Troïka (FMI, UE, BCE)" et une austérité terrible pour les Français à la manière grecque... élevée à la puissance 10 !** En conséquence, ce qu'il faut attendre du Gouvernement français, même si c'est celui d'une vulgaire République comme celle qui nous est imposée, c'est un acte de redressement véritable au-delà des simples exigences à la fois du bon sens et des Traités internationaux, c'est-à-dire un **budget revenant brusquement, drastiquement, à l'équilibre dès cette année !** Le moyen, le levier, est à portée des mains gouvernementales : supprimer toutes les subventions étatiques, sub-étatiques et paraétatiques encore budgétées et non effectuées. Ce ne serait plus 8 Mds de trouvés mais 40 Mds économisés. Garantir l'interdiction absolue des détournements d'argent extorqué au public pour les mettre dans des caisses privées d'entreprises ou d'associations par une modification constitutionnelle est une nécessité absolue. Cela forcera l'économie de 84 à 136 Mds €/an et donc remettra le budget en équilibre, même avec des allègements de Prélèvements obligatoires concomitants. Là, oui, la France sortirait du piqué à mort, en rétablissant une attitude de croisière horizontale et même, légèrement à cabrer, donc à remonter. Ce qui en 5 ans nous affranchirait de la tutelle du M.E.S. d'une part, mais aussi, et surtout, ferait repartir l'activité dont tout le monde parle en ne recourant qu'à "des remèdes de bonne femme" inefficaces !

Mais la politique budgétaire, et son support la politique fiscale, présuppose en amont une politique économique protectrice avant tout de nos intérêts français, elle-même insérée dans une politique générale poursuivant en permanence les deux objectifs fondamentaux obligatoire : Souveraineté et Indépendance NATIONALE ! Au lieu de cela, rien ne laisse entrevoir un réel changement d'attitude dans le pilotage de l'avion France par les idéologues aux commandes dans le cockpit. Par contre, foisonnent les remèdes d'escrocs uniquement destinés à les sauver, eux, de la colère populaire. Ce qui m'amènera à identifier dans les trois domaines généraux, financiers et monétaires le plus mauvais de tous les remèdes, le véritable poison :

« LA MONNAIE DEMATERIALISEE DE QUI, PAR QUI ET POUR QUI ?!... »

Lien direct vers mon blog : <http://serviteurdubienpublic.blogspot.fr>

N'oubliez pas les frais de 1 € par lecteur/auditeur PAYER ICI : URGENT ! MERCI !

1) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE GENERALE :

« ECO1 : LES ECHANGES ! »

Le TRAVAIL est, SEUL, source de richesse. Tout ce qui l'encourage est bon. Tout ce qui le décourage est mauvais. Les échanges de travail humain contre une vraie monnaie libre réunissant toutes les qualités requises, constituent l'ALPHA à l'OMEGA de l'économie.

Le 14 Mai dernier, j'extrayais sur BREIZH-INFOS, les rappels des émeutes de CONCARNEAU et DOUARNENEZ de 1909. 400 ouvriers sertisseurs de boîtes de conserves de sardines ont vu leurs emplois menacés par l'arrivée de machines sertisseuses à leur place. 3.600 marins se solidarisent et font grève dès Juin 1897 en préambule à ce qui arrive progressivement en sus d'une pénurie de sardines françaises. En 1909, les ouvriers soudeurs brisent 28 machines nouvelles à sertir... La raréfaction du poisson au large de la Bretagne, réfugié au Portugal, renforce l'arrivée d'importations de boîtes de sardines portugaises et 744 habitants émigrent vers les usines du Nord de la France, quittant le domaine de la pêche... On voit là le double impact d'une insuffisante protection de la politique économique générale et de l'attaque du profit oligarchique contre le travail humain.

Le 1er Juin sur 20 Minutes.fr, j'apprenais le procès d'une fraude gigantesque au Marché d'Intérêt national (MIN) de la Côte d'Azur à NICE découverte en Novembre 2012. 49 prévenus dont les responsables de l'entreprise familiale liquidée depuis " Les mareyeurs du SUD-EST" se voient reprochés un monopole organisé du marché de gros des poissons et des fruits de mer. Cette "escroquerie en bande organisée" recourant à des fausses factures et à des comptabilités parallèles a favorisé la corruption des salariés de grandes surfaces comme chez CASINO. Qui a payé tout cela ? Les ménagères ! On apprend que ce genre de pratiques mafieuses

seraient bien ancrées dans le SUD-EST. Bah ! Voyons... Pendant ce temps les poissons et les fruits de mer ne sont même plus achetables par nos "porte-riens" vu les prix exorbitants affichés par la mafia !

Le 2 Juillet dernier, L'Espresso.fr relayait l'information que LONDRES allait notifier, HIER Lundi 3, sa dénonciation unilatérale de la CONVENTION datant de 1964 sur la pêche côtière afin d'en recouvrer tous les droits ! En retour, les pêcheurs français ne verront plus, espérons-le, les Anglais venir pêcher en baie de Somme NOS coquilles St-jacques. Si j'ai bien compris cette décision du Royaume-Uni signée de Theresa MAY, son premier Ministre, elle vient matérialiser sa décision de cesser toutes négociations avec Bruxelles et de procéder à un BREXIT DUR ! Les réclamations européennes de 30 Milliards paraissant au Royaume totalement inconséquentes et injustifiées puisque l'U.E. veut se faire indemniser de la perte budgétaire du fait du départ de l'U-K. Autant en effet ne plus s'en aller si c'est pour continuer à alimenter le budget de l'U.E. ! Voilà encore une inconséquence économique dramatique qui va quand même priver nos pêcheurs de poissons des ressources côtières anglaises... et donc encore provoquer de la perte d'emplois humains français...

Le 1er Juin toujours, j'apprenais que les boulangeries étaient à l'agonie via Breizh-infos. 45 % du marché de la boulangerie française est capté par les chaînes parallèles de sandwicheries, paneteries, rayons de grandes surfaces qui ne font que cuire sans fabriquer ! Résultat les milliers de boulangeries traditionnelles qui font tout de A à Z meurent, désertifiant les centre-bourgs d'un de leurs tous derniers commerces... Au 1er trimestre 2017, on sait que les boulangeries représentaient UN TIERS du total des faillites du secteur agro-alimentaire ! On ne compte plus en France que 32.000 boulangeries contre 50.000 en 1950, dont 1500 à 1800 seulement encore en Bretagne. Or, pourtant, le pain n'a jamais été aussi cher depuis 70 ans ! Les grandes surfaces et les chaînes para-industrielles jouent sur le prix plus bas, tout en gagnant plus net, et tuent les emplois des artisans. Là encore, l'absence de politique économique générale JUSTE et protectrice des TPE, des artisans, de la vie des bourgs, du pouvoir d'achat des ménagères, fait le jeu mafieux des oligarques et la question de la corruption des décideurs se pose, lancinante ?

Le 30 Juin dernier, LeMonde.fr relayait l'information de la grève de 70 à 120 employés de la Société LE NICKEL en Nlle-Calédonie protestant contre " *le manque de transparence dans la mise en œuvre du Plan de Performance et le recours abusif à la sous-traitance intellectuelle* ". On sait ce que cela signifie : des contrats chèrement payés à des sociétés de complaisance politicienne pour des prestations rudimentaires et peu ou pas du tout efficaces afin de justifier ensuite, bah, les licenciements humains au profit des machines. Comme d'hab. ! La direction de la société affiche une perte due à la grève de -20 millions/mois, aggravant les pertes accumulées depuis 5 ans de 140 millions €. Comme d'habitude, avec cette fois 200 millions de prêt sur impôts, l'État maintient l'affaire à flots jusqu'en 2018... Eternel expédient faute d'une politique générale saine et protectrice des ressources françaises en France, pour des industries françaises en France, au lieu d'importer le primaire comme le secondaire, ou le tertiaire, voire le quaternaire.

Le 1er Juillet dernier, cette fois relayée le 2 par L'Espresso.fr, la nouvelle de la prolongation du refus russe d'importer 750.000 tonnes de pommes de l'U.E. en réponse à la prolongation de ses sanctions imbéciles et injustifiées car totalement antidémocratiques, tombait... sur nos paysans, producteurs d'excellents fruits !

Conclusion d'ECO1 : Comme on le voit les échanges économiques sont très gravement endommagés par le mépris du travail humain, le profit aux machines, et une immense corruption à tous les étages politiques révélés au fur et à mesure par les retraits du "système" des plus lésés ou se considérant tels. De toute façon, les travailleurs sont aujourd'hui lésés par la rémunération, le traitement, l'honoraire, le défraiement en monnaie de singe dématérialisée.

Proposition : Il faut revenir à la garantie du DROIT FONDAMENTAL, dans une EUROPE DES NATIONS affranchie de toutes les contraintes supranationales inventées par l'idéologie mondialiste, dont les euro-péistes à tout prix sont les supplétifs corrompus ou compagnons de routes sinon complices du moins profiteurs. La défense de nos intérêts nationaux ne doit souffrir aucune complaisance ! Et parmi ceux-ci le rééquilibrage au profit du travail artisanal, des TPE et à la rigueur des PME doit venir réduire, selon la Loi ROYER les emprises inadmissibles des Grandes entreprises et des grandes surfaces désertifiant l'artisanat. L'oligarchie doit cesser de tuer l'économie générale pour son seul profit ! La LIBERTE des travailleurs comme des épargnants, des retraités et de leurs rentes, nécessite leur règlement par une vraie monnaie : concrète et LIBRE. Voilà deux actes de GOUVERNEMENT que j'attends avec impatience, comme vous tous, probablement, car c'est là notre intérêt évident.

LMDM

Le chroniqueur supporte 1€ de frais p/édition & p/ lecteur ou auditeur. Pour les REMBOURSER, c'est ICI !

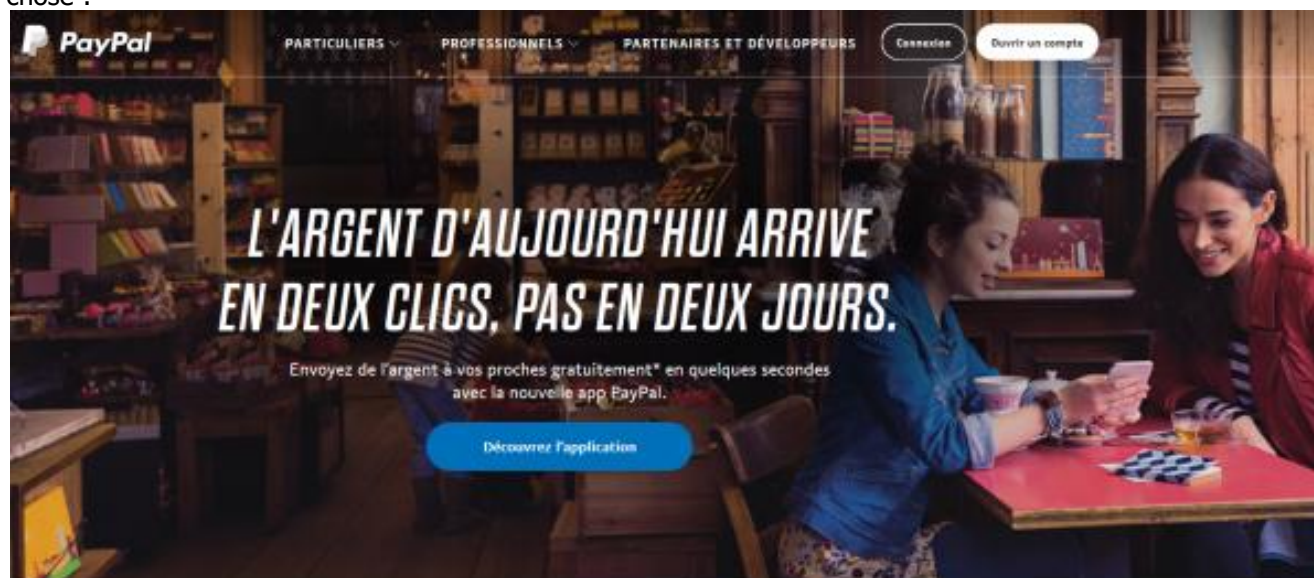
2) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE FINANCIERE :

« ECO2 : LES REGLEMENTS PAR COMPENSATIONS ! »

LeFigaro.fr relayait le 27 Juin dernier le fait que " la société OT-MORPHE (OBERTHUR TECHNOLOGIES + MORPHO) compte mettre sur le marché l'année prochaine (2018) des cartes biométriques " adaptées au "paiement" sans contact. Ce type de transaction est limité à 20 euros. Au-delà, le code secret est réclamé par les machines. Le but poursuivi est donc d'abord d'augmenter le plafond à 30 euros afin de rentabiliser le surcoût de la carte et de sa "puce" de l'Automne 2017 à celui de 2020 au fur et à mesure des renouvellements des cartes bancaires. Les banques espèrent démultiplier les 235 millions de transactions effectuées déjà en 2015 par ce moyen, paraît-il, en France, soit 10% des transactions de proximité. La nouvelle "puce" permettra la mémorisation de votre empreinte digitale et sa fourniture, au lieu du Code, au moment de la transaction, ce qui déplaçonnera le montant jusqu'au maximum autorisé par votre banque pour vos règlements. Certaines banques parlent même de rendre obligatoire l'usage de leurs cartes à hauteur de 20% de vos revenus, carrément, comme si elles étaient investies du pouvoir régalien de battre monnaie et d'édicter le "cours légal" !

D'autres moyens sont déjà sur les rangs dans le domaine matériel réalisé par les banques. Le *Smartphone* qui reconnaît votre empreinte digitale, mémorise en plus large ce que mémorisent les simples "puces" des cartes. Il peut parfaitement remplir le rôle des cartes. Il reste cependant aux banques à insérer dans votre *Smartphone* une application ad' hoc... Des bracelets connectés, des montres, des puces sous la peau, bref tout l'arsenal technologique est sollicité pour dématérialiser le plus possible vos transactions en rapport avec vos échanges, placements, achats etc... Mais toujours, les banques sont là pour les limiter à leurs critères !

La délocalisation de transactions via des systèmes de règlements indépendants, vous laissant plus de liberté quand aux montants existents dorés et déjà comme PAYPAL. La photo ci-dessous prétend dire tout sur la chose :



La solution simple et sécurisée pour payer et être payé.

Tous ces moyens d'opérer des règlements de vos transactions utilisent un vocabulaire fallacieux. Ils parlent abusivement de "paiements" : sans contact, par Smartphones et autres objets connectés, par PAYPAL ou ses concurrents, etc... Or, il ne s'agit pas de paiement mais de simples ordonnancements de règlements comptables, par écritures comptables ! Retenez bien ceci : au bout de tous les règlements par écritures comptables, il doit y avoir le PAIEMENT effectif, en monnaie concrète et LIBRE ! C'est seulement au moment où

vous recevez cette monnaie concrète d'une valeur sûre, connue, universelle, au pouvoir d'achat bien connu et constant dans le temps que vous pouvez vous dire enfin... payés ! C'est d'ailleurs toujours le sens de la LOI devant le TRIBUNAL ancien ! **Les banques cherchent uniquement une chose : enfin parvenir après tant de décennies d'efforts de leur part, à faire disparaître la monnaie LIBRE, justement afin de n'avoir plus jamais à payer "pour de vrai"**, comme on dit dans les cours de récréations ! Car encore de nos jours, une épée de DAMOCLES est suspendue sur leurs têtes cartellisées en une seule : la monnaie LIBRE à trouver pour vous payer, en fins de comptes. Car depuis 1986, les banques n'ont absolument plus rien pour vous la donner ! **Voilà la VERITE toute nue !** D'où tous leurs efforts pour vous dissuader d'avoir même encore en moyenne dans votre poche 42 euros seulement et faire vos petites courses avec et obtenir l'exclusivité totale des règlements pas moyens dématérialisés sous leur seul contrôle.

Cependant, cette technique de règlement comptable offre une alternative IMMEDIATE aux banques, pour vous (nous) tous ! Au cas où les banques ferment et vous escroquent, vous avez vous-mêmes le moyen simple de procéder à vos règlements habituels en attendant, comme elles, de devoir, un jour peut-être, régler le solde en monnaie véritable. Cela fait 31 ans que les banques craignent de devoir vous payer, tous, un jour.

Il vous suffit de disposer d'une application dans votre *Smartphone* qui enregistrerait vos achats à vos fournisseurs de tous types dans des comptes fournisseurs individualisés, qui eux-mêmes enregistreraient leurs ventes dans un compte client à votre nom en contrepartie. Le PLAN COMPTABLE prévoit que vous pouvez numéroter vos fournisseurs 40100001 à 40199999 par exemple. Chacun de vos fournisseurs doit être individualisé avec son numéro de compte et ses coordonnées, une référence à chaque transaction, la date, et voilà... Votre compte "401-FOURNISSEURS" débiteur au total grossit vos dettes. En contrepartie, votre compte "CLIENTS" grossit aussi allant de 41100001 à 41199999 par exemple. Il enregistre vos revenus, règlements de créances, de votre travail, votre employeur étant en somme votre client pour votre travail, avec tous vos "clients" identifiés de même que les fournisseurs. Votre compte "411-CLIENTS" créditeur au total grossit également. Simplifiée à l'extrême, cette comptabilité peut être certifiée par un central LIBRE, indépendant des banques. Le jour où elles rouvrent, il suffirait de verser vos écritures comptables dans votre compte bancaire de même que tous vos partenaires dans toutes vos transactions dans les leurs ! Le tout doit être égal à zéro en totaux, avec les soldes croisés dus ou à payer... enfin. Et voilà une solution encore plus simple que ma précédente solution dans une précédente chronique avec les billets à ordre et qui a le mérite de rester dans vos habitudes modernes. Possible aussi de verser les écritures à un central qui paye vraiment, quelque part, sans passer par les banques, plantées elles-mêmes, par elles-mêmes, et contre elles-mêmes alors par leur tentative de vous escroquer... **Reste à trouver un ingénieur informaticien qui réalise l'application de mon idée dont je revendique ici l'antériorité, matérialisée par la parution de cette chronique indépendamment de l'INPI...** Vos dépassements éventuels pouvant être consolidés sur un an ou dix ans selon la convention de départ pour qu'il n'y ait pas d'escroqueries.

Conclusion d'ECO2 : Comme vous voyez, les banques et leur complice étatique se payent votre tête en vous parlant de "paiements" là où il ne s'agit que de règlements comptables. Possible de les court-circuiter à leur propre jeu !

Propositions : Pensez-y ! Je mandate mon fils informaticien pour avec un ou deux autres pour mettre au point cette application qui fera grincer des dents les banques monopolisatrices ! Qu'ils se mettent en rapport avec moi.

LMDM

Si pas encore fait ? Pour payer les 1 €, C'EST ICI : ULTRA-URGENT ! MERCI !

3) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE MONETAIRE :

« ECO3 : LES SIGNES MONETAIRES ! »

Les SIGNES MONETAIRES peuvent être concrets, représentés *scripturalement* sur papier, à l'ancienne, ou électroniquement. La facilité d'appréhension décroît : historiquement manuelle, elle est devenue supposée au vu d'une preuve papier depuis la fin du XIXème siècle, avant de nécessiter un matériel spécial qui restitue sur un écran vidéo dit Entrée/Sortie (ES), la vision de leur supposée potentialité mémorisée dans des circuits inaccessibles humainement. On voit bien que le "progrès technique" a dématérialisé, c'est-à-dire rendu les signes monétaires inaccessibles à nos mains, les seuls moyens que la nature nous a donné. Tout le droit élaboré pour le papier depuis John LAW est en train d'être foutu à la poubelle au XXIème siècle...

Le 8 Février dernier, on apprenait que l'U.E. avait un plan "pour en finir avec l'argent liquide" via réin-formation.tv. Vous êtes déjà très au courant des modalités nationales, internationales et multinationales de ce plan par mes chroniques. La veille on apprenait que Janet YELLEN, Gouverneur de la FED, n'aimait pas "les espèces" qu'elle considère comme "n'offrant pas une valeur de réserve efficace". Elle préfère apparemment les électrons des banques... Le 15 Février, j'apprenais qu'un groupement de 72 banques de l'American Bankers Association (ABA) pesant 17.000 Milliards de dollars US (17 trillions), s'estimant flouées par le non paiement de dividendes retenus par la FED, portaient plainte contre elle !!! Quand aura-t-on cette LIBERTE en France ?

Le 9 Mars suivant, j'apprenais que l'excellent RON PAUL soutenait l'ARIZONA qui relance une monnaie d'Or et d'Argent contre le monopole de la réserve fédérale !

Conclusion d'ECO 3 : Voilà le problème posé : en quelle marchandise concrète, le solde dû de vos transactions doit-il vous être effectivement payé aux bouts des comptes scripturaux ou électroniques, c'est-à-dire le montant total des agrégats de la masse monétaire ? Ce ne peut être que dans une marchandise rendue précieuse par ses qualités naturelles d'*in oxydabilité*, de fongibilité, de ductilité, de divisibilité ! Ces qualités garantissent naturellement sa conservation pour des achats futurs, donc la conservation de ce pouvoir d'achat.

Propositions : Comme il n'y a que l'Or, éventuellement complété par l'Argent, un tout petit peu moins inoxydable, qui soit manipulable aisément avec nos mains, offrant toutes les qualités monétaires, c'est évidemment avec lui en un poids donné à parité certaine, c'est-à-dire fixe, avec les signes monétaires quelconques qui doit être utilisé. L'HISTOIRE depuis des milliers d'années le confirme.

LMDM

Ma Conclusion Générale du Jour : La recirculation de l'Or et de l'Argent est une nécessité pour contrer toutes les tentatives d'escroqueries des *dématérialiseurs* professionnels qui ont fabriqué tant de signes monétaires sans aucune contrepartie et prétendu s'approprier les biens réels avec des mistigris, en spoliant les travailleurs et les épargnants qui ne peuvent plus aujourd'hui espérer vivre en retraite des rentes constituées par eux leur vie durant. Sans parler de la hausse des prix qui rendent inaccessibles au travail rémunéré en signes monétaires, émis à profusion, à peu près tous les biens, y compris alimentaires et de santé, donc de subsistance. Les prix de l'immobilier en monnaie de singe ont atteints des sommets de montagnes de mistigris sans valeur aucune. La simple honnêteté exige le retour au paiement réel en Or et en Argent à parité FIXE sur la base de prix " humains " ! (1)

LMDM

Chronique rédigée sur 5 Pages, plus les éventuelles photos et annexes.

Synthèse de 48 pages de notes prises aux sources plus actualités
prises en marge de 25 journées de travail de 10 heures chacune partagées avec les CPI !
Calculs personnels !

Un travail de QUALITE PROFESSIONNELLE COMME A L'ACCOUTUMEE, J'OSE LE DIRE !

MERCI DE VOTRE COMPREHENSION CHRETIENNE pour votre euro symbolique !

Chronique FINANCES-VERITES par A.D. Laurent **MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS.**

Ancien Professeur d'Économie Politique appliquée au monde bancaire auprès de l'I.F.B., de 1989 à 1993 en sus de mon travail à l'époque de Co-Director de Stés off-shore d'investissements aux USA.

Ex-Cadre Hors Classe, Sous-directeur de l'Établissement de Portefeuille : SCS « I.R. » du groupe ROTHSCHILD nationalisé en Février 1982 par les idéologues socialo-communistes au pouvoir, traîtres à la France.

Ma devise est : **NON DEFICERE MINIME (NE PAS FAIBLIR, JAMAIS)**

Mon Blason (déposé) après personnalisation de ceux des ancêtres est : « D'Azur, au DEXTROCHERE d'Argent, offrant un LYS des MARAIS au Naturel, au Soleil (le Roi), prélevé sur un lit de 4 Besants ». J'ai voulu marquer ma détermination à aider le Royaume et son Roi à retrouver une monnaie qui ait les qualités requises pour le bonheur des Peuples réunis à la Couronne. Il n'est pas armé, et donc au civil, au contraire des Maréchaux de France ancestraux. Il retrouve donc ce côté « civil » du premier. J'ai aussi voulu marquer une limite nette à mon ambition, au contraire du premier, en limitant l'effort de l'offre à UN LYS tandis qu'il était des 3 LYS au départ en 1715-1720, ce qui m'a paru prétentieux. Quant au Roi, il est ici visualisé par le Soleil alors qu'il était non explicite dans les blasons ancestraux précédents. J'ai donc voulu aussi marquer plus de modestie et d'humilité.



Annexes :

1) NOTA BENE :

Pourquoi des théories économiques erronées demeurent populaires



[Steve Saville](#)
[The Speculative Investor](#)

Publié le 29 mai 2017
672 mots - Temps de lecture : 1 - 2 minutes

☆☆☆☆ (0 vote, 0/5), [1 commentaire](#)

Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, les économistes autrichiens les plus renommés de leur époque, ont su anticiper le krach boursier de 1929 et prédire les lourdes conséquences des tentatives des gouvernements de stimuler artificiellement la croissance économique après l'effondrement. John Maynard Keynes, en revanche, a été complètement pris de court par l'effondrement du marché boursier et le désastre économique du début des années 1930. Et pourtant, ce sont les théories de Keynes qui sont devenues populaires dans les années 1930, alors que le travail de Mises et Hayek a été largement ignoré.

Pourquoi ?

Keynes est devenu populaire parce qu'il a dit aux puissants ce qu'ils souhaitent entendre. Il leur a apporté un soutien intellectuel qui leur a permis de développer des programmes qu'ils avaient non seulement déjà en tête, mais qu'ils avaient aussi commencé à faire appliquer. Bien que ses théories soient truffées d'erreurs, Keynes a également séduit de nombreux économistes, parce que l'adoption de ses théories était susceptible de leur conférer une influence bien plus importante sur la confrérie économique.

Les points soulignés dans le paragraphe ci-dessus, ainsi que le charisme de Keynes, expliquent pourquoi les théories keynésiennes sont devenues les théories dominantes. Mais ils n'expliquent pas **comment elles ont pu le demeurer malgré la montagne de preuves qui indiquent qu'elles ne peuvent que mener à un déclin économique de long terme.**

D'après ce que j'ai pu voir, les théories keynésiennes sont devenues populaires pour trois raisons principales.

- Tout d'abord, elles **s'accordent avec les objectifs de tous les hommes politiques actuels, et il existe aujourd'hui un appareil gouvernemental qui dépend de l'application continue de ces théories.** En d'autres termes, une majorité des gens ont donc tout intérêt à perpétuer le mythe selon lequel le gouvernement devrait gérer l'économie.
- Deuxièmement, il est généralement **impossible de réfuter une théorie économique grâce à des données**, parce que ces mêmes données peuvent généralement être interprétées de différentes manières et utilisées pour justifier de théories opposées. La vérité, c'est que **la science économique implique de commencer avec la bonne théorie pour pouvoir interpréter les données correctement.**
- Troisièmement, **le Keynésianisme est plus un ensemble d'anecdotes qu'une théorie cohérente, dans le sens où il explique l'évolution des choses par des événements imprévisibles et l'évolution de l'« esprit animal ».** Il est impossible d'invalider une position intellectuelle qui est constamment changeante.

Un bon exemple de la manière dont les mêmes données peuvent être interprétées de différentes façons pour défendre des théories conflictuelles peut nous être apporté par l'effondrement de l'économie des Etats-Unis qui a eu lieu entre 1937-39. Selon les Autrichiens, le fait que le gouvernement fédéral ait soutenu les prix, accru ses dépenses, gonflé la masse monétaire et interféré avec les industries – et donc fait de son mieux pour interférer avec le processus correcteur survenu après le krach boursier de 1929 – a garanti une reprise économique de court terme qui n'aurait pu que disparaître aussitôt que ces supports artificiels se trouveraient réduits. L'erreur commise, selon les Autrichiens, a été l'apport de ce soutien artificiel. Selon les Keynésiens en revanche, l'erreur a été de retirer ce soutien prématurément. Ils sont d'avis que le gouvernement et la Fed auraient dû continuer de faire le nécessaire pour repousser l'effondrement, l'idée étant qu'avec une assistance gouvernementale suffisante sous forme de nouvelle monnaie, de nouvelles réglementations, de contrôles de prix et de création d'emplois sur le secteur public, l'économie peut croître jusqu'à de nouveau devenir autonome.

Malheureusement, le stimulus monétaire keynésien sous la forme de dépenses gouvernementales, de crédit et d'inflation monétaire en période de récession économique ne peut pas mener à une reprise autonome. Et face à cette réalité, les Keynésiens ont deux réponses possibles : ils peuvent décréter que le stimulus aurait fonctionné s'il avait été plus agressif, ou bien que l'économie s'en serait encore plus mal tiré en son absence.

Qui pourrait contester ça ? C'est une déclaration qui ne peut jamais être invalidée, parce qu'il n'est jamais possible de revenir en arrière pour montrer ce qui se serait passé dans le cadre de politiques différentes.

2) xxx